



Rennes le 19 février 2021

Objet : Déclaration préalable au CDEN de préparation de rentrée 2021

Monsieur Le Préfet, Monsieur l'Inspecteur d'académie, Monsieur le Vice-Président du Conseil Départemental, Mesdames et Messieurs les Maires, Mesdames et Messieurs les Conseillers Départementaux, Messieurs et Mesdames Représentants des Parents d'Élèves ;

Depuis presque un an nous connaissons une situation sanitaire, et donc scolaire, exceptionnelle.

Notre organisation syndicale, au fil des annonces gouvernementales, mais aussi de nos instances, a la curieuse impression que le rythme des réformes s'accommode très bien de ce contexte et des réunions en Visio pour museler le dialogue social.

Cette impression se vérifie dans la carte scolaire actuelle du premier degré.

Depuis de nombreuses années ,nous revendiquons dans ce département des moyens pour améliorer notre P/E qui reste un des plus faibles nationalement .Cette année la dotation académique est indigente et loin des ambitions affichées pour le 1er degré

Les 25 postes alloués à notre département seront en grande partie consommés par les nouvelles mesures concernant les décharges de direction et par l'ouverture de classes breton.

Pas de plan d'urgence , pas de plan sur le long terme , cela nous laisse à penser que ce gouvernement organise lui-même le dysfonctionnement des écoles en maintenant la pénurie des personnels.

Les services de l'IA doivent en permanence composer avec cette pénurie et redoubler d'efforts et d'attention pour ne pas faire sombrer le navire. Nous les remercions pour cela.

Si nous saluons l'effort fait en direction de l'éducation prioritaire avec l'accélération des dédoublements en GS dans l'éducation prioritaire , cela ne peut se faire à moyens constants ni au détriment des autres classes .

Par ailleurs, nous sommes très inquiets pour le devenir des REP et leur démantèlement annoncé .

Dans le même temps les ateliers du Grenelle viennent d'émettre des propositions .

La CGT Educ'action a très vite décidé de se retirer de ces ateliers dénonçant une mascarade et elle a eu raison de le faire .On retrouve pêle-mêle la revalorisation au mérite, le recrutement local, le renforcement de l'autonomie des établissements, l'instauration d'une autorité hiérarchique de la direction d'école et l'explosion des statuts additionnés d'obligations réglementaires de service.

De plus, on apprend que le ministère n'a pas utilisé 200 millions de budget en 2020 . Il est inacceptable d'apprendre qu'il n'y a pas de moyens pour rémunérer correctement tous les personnels.

Certains prédisent que nous n'en avons peut être pas fini car J-M Blanquer renonce aux régionales pour ce concentrer sur son ministère ce qui n'est pas pour nous rassurer.

Dans les collèges et lycées, les DGH tombent. Les postes aussi !

L'effet annoncé et redouté s'accélère.

Dans le département, nouveau lycée, nouveaux collèges et resectorisation sèment la zizanie.

Certes il y a des pertes d'élèves (ils se déplacent en réalité) , mais c'est l'augmentation des Heures Supplémentaires qui annihile les créations d'emplois.

Nous ne pouvons avoir de vision d'ensemble car il n'y a aucun calendrier net sur le retour des TRMD et des discussions sur les heures supplémentaires ou les refus de temps partiel .

Bien sur il y aura du chantage qui s'exercera sur le emploi du temps ou les RDV de carrière mais pour beaucoup de collègues l'épuisement général fait qu'il n'ont plus grand chose à perdre.

A ce titre j'ai une pensée particulière pour les enseignants de REP qui craignent qu'on contractualise leur engagement dans le grand machin qu'on nomme « Cité éducative ».

Tout cela augure une rentrée qui sera jusqu'en juin soumise aux improvisations habituelles.

De plus le contexte sanitaire accentue ce long hiver de l'an 1 après COVID.

Usure, désespoir et perte de sens contaminent nos métiers.

Nous encourageons les collègues à refuser des missions chronophage, et sous rémunérés pour lesquelles on les sollicite.

On note aussi une forme de mépris pour le LP qui n'existe même plus médiatiquement tant l'obsession ministérielle n'est consacrée qu'à la première promotion du nouveau bac Blanquer.

Nos revendications à la CGT restent les mêmes :

- Un cadrage national des heures et des DGH
- 24 élèves par classe (sauf en éducation prioritaire ou au LP où là 20 élèves sont bien assez suffisant).

La deuxième rentrée sous le signe du coronavirus s'annonce bien morose.

Décidément on peut s'interroger sur la qualité des politiques à la tête de l'état.

Si notre ministère gère l'éducation nationale comme la distribution de masque ou la vaccination, on peut être inquiets car les petits soldats de la fonction publique sont fatigués et si mal aimés.